N.º 1871.

LOI

Relative aux Échangistes de forêts ci-devant domaniales, dont les échanges ne sont pas encore consommés.

Donnée à Paris, le 13 Juillet 1792, l'an 4.^e de la Liberté.

LOUIS, par la grâce de Dieu & par la Loi constitutionnelle de l'État, ROI DES FRANÇOIS :
A tous présens & à venir ; SALUT. L'Assemblée Nationale a décrété, & Nous voulons & ordonnons ce qui suit :

*DÉCRET de l'Assemblée Nationale, du 7 Juillet 1792,
l'an quatrième de la Liberté.*

L'ASSEMBLÉE NATIONALE considérant qu'un grand nombre d'échangistes de forêts ci-devant domaniales, dont les échanges ne sont pas consommés, se permettent de couper des bois dont l'exploitation leur est interdite par les

Car
folio

172

10343

49177

THE
LIBRARY

loix des 26 mars & premier décembre 1790 , & d'en user comme s'ils étoient propriétaires incommutables ; que ces échangeistes dont les titres sont pour la plupart infectés de fraude , prévoyant qu'ils ne tarderont pas à être dépouillés , profitent d'une jouissance passagère pour en tirer le parti le plus avantageux , non-seulement en exploitant les coupes ordinaires , mais encore en forçant ces coupes & en abattant des réserves ; qu'il est extrêmement important de réprimer un genre d'abus aussi préjudiciable aux intérêts de la Nation ; mais qu'en même temps , il est indispensable de pourvoir à ce que les adjudications des bois nécessaires à la consommation & au commerce ne soient pas suspendues , décrète qu'il y a urgence.

L'Assemblée Nationale , après avoir entendu le rapport de son comité des Domaines , & déclaré l'urgence , décrète ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

Les coupes ordinaires des bois , ci-devant domaniaux , tant en futaie qu'en demi-futaie , & taillis recrus sur les futaies coupées ou dégradées , compris dans les échanges non-consommés , seront désormais adjudgées conformément à la loi du 29 septembre 1791 , & le prix des adjudications sera versé dans les caisses des receveurs de district , pour y demeurer séquestré jusqu'à ce qu'il ait été statué sur lesdits échanges.

I I.

Le Pouvoir exécutif se fera rendre compte des contraventions commises à la loi du 26 mars 1790 , & il en fera

pour suivre les auteurs , conformément à l'article premier de la même loi.

MANDONS & ordonnons à tous les Corps administratifs & Tribunaux , que les présentes ils fassent consigner dans leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs départemens & ressorts respectifs , & exécuter comme Loi du Royaume. En foi de quoi Nous avons signé ces présentes , auxquelles Nous avons fait apposer le sceau de l'État. A Paris , le treizième jour du mois de juillet mil sept cent quatre - vingt - douze , l'an quatrième de la liberté , & le dix - neuvième de notre règne. *Signé* LOUIS. *Et plus bas* , DE JOLY. Et scellées du sceau de l'État.

Certifié conforme à l'original.

le premier de ces deux, c'est à dire le premier de
la nation.

Le second est le second de la nation
et le premier de l'épiscopat, que les papes
ont fait. Contingent dans tous les cas, les
papes & attachés dans leurs dépouilles & relations
nécessaires, et cependant comme l'ont les papes
en fait de quoi nous avons signé ces papes
surpasse. Nous nous en sommes aperçus de l'État
à Paris; le premier jour du mois de mai 1711
sept cent quatre-vingt-deux, à la demande de
la nation, et le second de la nation, et nous
avons fait. A Paris le 10 mai 1711. Le
second de la nation de l'État.

Cette copie est de l'original.

À PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE. 1711.